

Questions orales

ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, veiller à assurer aux malheureuses mères indigènes, que parmi le personnel de l'hôpital Charles Camshell à Edmonton, il se trouvera des personnes capables de parler leur langue et leur dialecte propres. Ce sont des problèmes qui se rapportent directement aux questions soulevées par madame le député.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le président, c'est déjà la politique du gouvernement de s'assurer qu'il y a un interprète. Peut-être cela n'est-il pas nécessaire tous les jours, mais quand le problème est discuté, suivant la politique établie par mon collègue, le choix doit être transmis à la personne en cause par l'intermédiaire d'un interprète, si nécessaire, et je crois que le secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a peut-être des renseignements supplémentaires à donner à la Chambre.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

HALIFAX—LA CONSULTATION DES PÊCHEURS QUANT AU DÉVERSEMENT DE LA VASE

[Traduction]

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Le ministre voudrait-il avoir recours à ses bons offices pour suspendre le programme de dragage qui fait partie de l'aménagement d'un quai de réception d'automobiles à Halifax en attendant que les agents de la protection de l'environnement s'entendent avec les pêcheurs sur une façon convenable de déverser la vase?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, je vais me renseigner et prendre les mesures qui s'imposent.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA NOUVELLE DE L'ARRESTATION DE CERTAINS AVOCATS GRECS ENGAGÉS À LA DÉFENSE D'ÉTUDIANTS—DEMANDE DE PRÉSENTATION D'INSTANCES DE LA PART DU GOUVERNEMENT

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. J'ai posé la question suivante au premier ministre suppléant, vendredi. Le gouvernement a-t-il reçu des informations au sujet des six avocats grecs intéressés à la défense de six étudiants poursuivis en justice à Athènes qui ont eux-mêmes été arrêtés, sont détenus au quartier général de la police locale et, à ce qu'on dit, ont été torturés? S'il en est ainsi, le ministre va-t-il faire les démarches nécessaires pour exprimer l'inquiétude humanitaire du gouvernement et du peuple canadiens?

[M. Macquarrie.]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, tout comme le député, je suis au courant de ces rapports. Je dois d'abord préciser qu'il n'y a aucun Canadien d'impliqué, ni comme avocat ou comme étudiant, de sorte que nous ne pouvons faire des instances au nom de Canadiens. Il est certain que nous nous préoccupons de la suppression des libertés civiles en Grèce. J'ai déjà présenté des instances au gouvernement grec à ce sujet. Je les ai même rendues publiques. Il ne faut pas oublier toutefois que le fait d'intervenir dans le déroulement d'un processus juridique nuit parfois aux personnes que l'on tente d'aider.

* * *

L'INDUSTRIE

L'AIDE AUX PETITES ENTREPRISES—LES NOUVELLES PROPOSITIONS—DEMANDES D'EXPLICATIONS

M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Vendredi, le ministre a parlé de «nouvelles propositions qu'il est à préparer dans le but d'apporter une aide accrue aux petites entreprises». Le ministre voudrait-il dire à la Chambre s'il peut faire demain une déclaration à l'appel des motions quant à la nature de ces propositions d'aide à ce secteur vital de notre économie?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, on étudie maintenant très sérieusement ces propositions. Lorsque j'aurai un changement de politique à annoncer, je le ferai de la façon habituelle.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Nous arrivons à la fin de la période des questions. Le député peut poser une question supplémentaire et j'essaierai ensuite d'autoriser une ou deux autres questions sans supplémentaires.

M. Beatty: Puis-je demander au ministre s'il compte présenter ces propositions pendant qu'il existe encore des petites entreprises au pays?

* * *

LA MAIN-D'ŒUVRE

DEMANDE DE PROLONGATION DU PROGRAMME DE FORMATION EN COURS D'EMPLOI

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Étant donné l'impossibilité où se sont trouvés les centres de main-d'œuvre d'exécuter les contrats du programme de formation en cours d'emploi visant la création d'emplois qui s'étendait à l'agriculture à la date limite du 31 mars à cause du nombre insuffisant de candidats aux postes disponibles, le ministre envisageait-il de reporter cette date au 30 avril?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, j'y réfléchirai.